

## PRÉFACE

Début 1999, après deux années de recherches, d'investigations, d'enquêtes, d'entretiens avec des chercheurs, des diplomates, des magistrats, policiers, officiers de renseignement de plusieurs pays, Richard Labévière publiait chez Grasset « Les dollars de la terreur ». Il y démontrait comment depuis plusieurs décennies l'exécutif américain instrumentalisait sur tout le pourtour sud du bloc de l'Est – essentiellement composé de pays musulmans – les forces politico-militaires les plus fondamentalistes sur le plan religieux pour faire face à « l'impérialisme athée » de l'Union Soviétique et pour déstabiliser les régimes locaux suspects de lui être favorables. La diplomatie et les services américains étaient puissamment assistés opérationnellement dans cette entreprise par les services d'un certain nombre de pays de l'OTAN et de l'OTASE, en particulier le Pakistan, mais surtout financièrement et idéologiquement par les pétromonarchies du Golfe, au premier rang desquels l'Arabie Saoudite, qui avaient les unes et les autres tout à redouter du proche voisin communiste et des son influence sur des régimes locaux qui se proclamaient progressistes et invoquaient en permanence la « démocratie », même s'ils la pratiquaient eux-mêmes avec la plus extrême modération...

Cette stratégie mise en œuvre dès les années 1970 avait un sens à défaut d'être clairvoyante sur le long terme. Après tout, l'URSS et les pays satellites ne se gênaient pas pour essayer de déstabiliser l'Occident en stimulant les violences indépendantistes, irrédentistes, sociales jusqu'à soutenir au Moyen Orient, en Europe, en Amérique du Sud, en Afrique, certaines mouvances terroristes issues de la conférence tricontinentale de La Havane, ainsi qu'en suscitant par leurs agents d'influence le zèle des partis et groupuscules contestataires de l'ordre établi avec d'autant plus de facilité que ce dernier n'était souvent ni intelligent ni vertueux. On aurait pu s'attendre à ce que ces finasseries croisées prennent fin avec la chute et la désagrégation du bloc de l'Est. Il n'en a rien été car, s'il est facile de faire sortir le génie de la lampe d'Aladdin, il est beaucoup plus difficile de l'y faire retourner.

Privés de la colonne vertébrale des intentions et manipulations stratégiques qui les structuraient, les contestataires occidentaux comme les volontaires du djihad anti-communiste se sont autonomisés en autant de dérives autoreproductrices. En Occident, les groupuscules contestataires se sont multipliés en occupant sous forme d'associations, d'ONG, de collectifs, tous les créneaux possibles du dénigrement de toutes les valeurs, pratiques et institutions collectives assurant tant bien que mal la cohésion de sociétés vieillissantes, frileuses et en proie au doute. Et c'est au nom d'une aspiration à une « participation citoyenne » apparemment respectable que ces groupuscules contestent en fait la représentation nationale et tentent de faire prévaloir des objectifs et intérêts minoritaires au besoin par la violence au prétexte maintes fois réaffirmé que « c'est le seul moyen de se faire entendre... ». Ce qui est exact : quand on est minoritaire, le seul moyen de se faire entendre n'est pas le vote, mais la violence. Et c'est une opinion qui est totalement partagée et mise en pratique par les volontaires djihadistes du théâtre afghan abandonnés à partir de 1991 par leurs manipulateurs américains et par leurs soutiens idéologiques et financiers des pétromonarchies. Ils se sont retrouvés du jour au lendemain sans support, sans instructions et sans financements mais pas sans idées, ni sans formation, ni sans armes.

C'est la dérive des volontaires djihadistes internationaux vers une violence déterritorialisée contre leurs anciens maîtres dans la période 1992-1998 que nous décrivait dans les moindres détails le livre de Richard Labévière en examinant tous les aspects de ce qui devait inéluctablement conduire aux attentats du 11 septembre 2001. Le livre connu à sa parution ce qu'il est convenu d'appeler un « succès d'estime »... avant de connaître un regain d'intérêt après la chute des tours. Les Cassandre dérangent toujours et il n'est pas bon d'avoir raison trop tôt.

L'auteur démontrait point par point comment les « Arabes afghans » du groupe Oussama Ben Laden – Ayman Zawahiri revenaient dans leurs pays respectifs coiffés de leur petit chapeau rond et auréolés de la gloire du moudjahid ou se dispersaient en Occident pour mordre la main de leurs anciens maîtres et de leurs alliés, recruter de nouveaux adeptes dans des sociétés bloquées ou en désespérance, mettre en pratique à l'échelon mondial les leçons de haine dont on les avait abreuvés contre le communisme oppresseur et athée finalement pas très différent dans leur vision d'un néo-libéralisme qui ignore la spiritualité non cotable en bourse et place la marchandise avant l'homme.

Cette dérive n'aurait dû surprendre personne puisque c'est la troisième fois qu'elle se produisait. Dans les toutes premières années du XIXe siècle, profitant de l'expédition Napoléon au Levant qui isolait la péninsule arabique du pouvoir du sultan ottoman, la tribu des Saoud entreprit de sortir de son fief de Ryadh pour s'emparer de La Mecque et Médine, s'arroger le contrôle des Lieux Saints de l'Islam et y établir une théocratie wahhabite à vocation universelle. Pour se prémunir de toute attaque de flanc pendant leur expédition vers l'ouest, les Saoud délèguèrent vers le nord des tribus vassales fanatisées qui envahirent la vallée du Tigre et de l'Euphrate, cœur de l'Irak actuel, mirent à sac les villes saintes chiïtes de Najaf et Kerbela, massacrèrent les minorités locales avant de se préparer à envahir l'Anatolie et pousser jusqu'à Constantinople en vue de déposer le Calife ottoman et lui substituer un Saoud wahhabite. Libéré de l'hypothèque de l'intervention française dans la région, le pouvoir ottoman réagit vigoureusement à l'attaque en dépêchant sur place ses janissaires sous l'autorité du Pacha d'Égypte qui fit un grand massacre des wahhabites et de leurs partisans, libéra les villes saintes restituées à leurs gardiens légitimes, les Hashémites, et obligea la tribu Saoud à se replier sur son fief désolé du centre de la Péninsule où elle continua de végéter pendant un siècle.

Mais dès le début du XXe siècle, profitant de l'affaiblissement de Constantinople englué dans ses affrontements balkaniques, dans ses revers répétés face aux puissances européennes puis dans le premier conflit mondial, les Saoud répétèrent l'expérience, expédiant à nouveau dans la péninsule et vers le nord des mercenaires fanatisés qui, sous le nom générique de « Ikhwan » (les Frères ou la Confrérie), entreprirent de nouveau de massacrer les populations locales ou de les soumettre à l'autorité des Saoud. Ces derniers ayant fini par s'emparer illégalement des Lieux Saints et par établir en 1926 un Royaume privé qui porte le nom de leur famille, les milices de l'Ikhwan commencèrent à devenir gênantes d'autant qu'elles menaçaient les intérêts britanniques en Transjordanie, en Irak et au Koweït et qu'elles commençaient à se rebeller contre leurs maîtres Saoudiens jugés trop mous et suspects – sans doute à juste titre - de ne pas vouloir partager hors du cercle de famille leur pouvoir et les rentes qu'il générerait. Il fallut aux Saoud deux années de combats en 1928-1929 et l'assistance de l'aviation britannique pour venir à bout de leurs créatures révoltées et passer leurs chefs par les armes. Si Ibn Saoud a ainsi trouvé une issue thermidorienne aux chevauchées sanglantes qui ont porté sa famille au pouvoir, il n'en reste pas moins que la monarchie saoudienne, l'alliance du « sabre et du goupillon » entre la famille Saoud et les Oulémas de La Mecque, offre toutes les apparences d'un « Daesh qui a réussi », selon les termes de l'écrivain algérien Kamal Daoud.

Le problème est que dans leur grande majorité, les dirigeants occidentaux ignorent l'histoire et, par souci de prestige ou pour éviter toute contradiction, se gardent bien de consulter ceux qui la connaissent. Alors que l'Algérie expérimentait dans la tragédie les premiers effets du retour des Afghans arabes, que Londres se transformait en « Londonistan » mobilisateur au profit de la violence djihadiste et que le Frère Musulman égyptien Omar Abdelrahmane, réfugié politique aux Etats-Unis, organisait en 1993 le premier attentat à la voiture piégée contre le World Trade Center, les services américains licenciaient à tour de bras leurs officiers de terrain familiers du Moyen Orient et de la zone pakistano-afghane, vieux briscards devenus trop chers, obsolètes et inutiles puisque la guerre froide était finie dans la région. Ils seraient remplacés par des jeunes diplômés d'universités pas trop prestigieuses compte tenu des salaires de la fonction publique et surtout par les machines à voir et à écouter de la NSA qui ont l'avantage de fournir

des résultats quantifiables sur le plan comptable (à défaut d'être pertinents...) et de ne jamais manifester le moindre esprit critique envers les politiques.

Face à la montée du péril qui se manifestait de façon répétée dans la zone pakistano-afghane, au Moyen Orient et en Afrique, les responsables occidentaux sont restés sourds et aveugles. L'agitation des Afghans arabes était perçue comme une scorie de la guerre froide qui s'éteindrait bien vite avec l'élimination déjà programmée des leaders nationalistes arabes rétifs à l'économie mondialisée et leur remplacement par de braves islamo-conservateurs adeptes du marché et de l'ouverture des frontières qui sauraient bien s'occuper du problème. Au sein de la Rand, le think tank de la CIA, Graham Fuller jugeait inéluctable l'arrivée au pouvoir des islamistes du FIS en Algérie et l'appelait de ses vœux. Aux responsables du FBI qui en 2000 signalaient la dangerosité d'Oussama Ben Laden à Condoleeza Rice, alors Conseillère pour la Sécurité Nationale des États-Unis, elle répondait : « *But, who is that guy ?* », leur assénant que le seul problème de l'Amérique était Saddam Hussein et que ce n'était pas de la compétence du FBI. En ce qui me concerne, en août 2001, alors que tous les services occidentaux alliés présentaient l'imminence d'une attaque majeure, je reçus l'ordre comminatoire de reconvertir la moitié des mes analystes et de mes opérationnels anti-terroristes à l'immigration clandestine.... J'ai évidemment évité de le faire mais cette ignorance palpable de la menace par les dirigeants occidentaux a largement contribué à la démobilisation des services de sécurité et de défense face au danger et à la sidération des opinions publiques quand il s'est réalisé.

C'est donc à contre courant que Richard Labévière avait publié son livre prémonitoire en 1999. En 2003, c'est à nouveau à contre-courant qu'il prolonge – dans « Les coulisses de la terreur » publié également chez Grasset – son travail d'enquête sur la façon dont « les dollars de la terreur » ont fini par susciter la pire attaque contre l'Occident, une attaque devenue le symbole et le référentiel de tout ce qui oppose les sociétés individualistes aux sociétés communautaristes, les sociétés d'entreprise aux sociétés rentières, les sociétés progressistes aux sociétés réactionnaires. Dans ce second ouvrage, il met surtout en garde contre les dangers d'une réponse inadaptée à l'attaque, d'une « guerre globale contre la terreur », guerre sans fin et sans but dans laquelle l'Occident ne peut que s'enliser et perdre son âme tout en magnifiant l'image de l'adversaire. C'était, là encore, prémonitoire, tout autant que sa condamnation résolue de la guerre déclenchée par les États-Unis en Irak dont il pressentait toutes les retombées négatives que nous constatons aujourd'hui. Mais c'était, là encore, de la « mal-pensance », de « l'anti-américanisme primaire » qui le conduira, comme les auteurs critiques du XVIII<sup>e</sup> siècle, à devoir faire publier son opus suivant (« Oussama Ben Laden, ou le meurtre du père »<sup>1</sup>) à l'étranger dans un pays « neutre ».

Mais au-delà des mots, de l'enquête factuelle, des détails opérationnels, des anecdotes révélatrices, ce qui ressort des livres de Labévière sur le sujet est l'incapacité des politiques, des médias et des opinions publiques d'Occident à nommer, caractériser et contrecarrer la stratégie du faible au fort que constitue l'action terroriste. La sidération totale de l'Amérique, et surtout celle de ses dirigeants sécuritaires au lendemain du 11 septembre a été particulièrement révélatrice. Pour une Amérique qui se croyait à l'abri de toute attaque sur son sol, sanctuarisée par son hyperpuissance militaire et la pléthore de ses services de sécurité, l'attaque est incompréhensible. Il est inconcevable qu'elle ait pu être menée par une vingtaine de non-professionnels de la violence, non munis d'armes par nature et organisée par une demi douzaine de psychopathes depuis des grottes puantes de l'Hindu Kush ou du Waziristan. Il devait forcément y avoir la « patte » d'un Etat hostile derrière. Ce fut donc Saddam Hussein. Il est vrai qu'il était antipathique, brutal et fantasque et que le monde est sans doute meilleur sans lui. Mais il n'est pas plus sûr parce que l'Irak de Saddam n'était pour rien dans cette affaire et que l'inspiration de la violence venait d'ailleurs et par des chemins de traverse.

À la décharge des Américains, les Européens en général et les Français en particulier ne font pas mieux..... La France contemporaine a connu trois grandes vagues de terrorisme avant celle qui la frappe aujourd'hui.

---

<sup>1</sup> Editions Favre, Lausanne.

La première dans les années 70 s'articulait autour de groupuscules gauchistes d'Europe, du Proche Orient et d'Amérique du sud. Elle était liée aux manœuvres de diversion inhérentes à la guerre froide et largement entretenue par les services de l'Union soviétique et des pays satellites. La seconde, dans les années 80, était le produit direct de terrorismes d'État mis en œuvre par les services spéciaux de l'Iran, de la Libye et de la Syrie qui avaient fait de la violence terroriste une arme ordinaire de leurs relations internationales avant d'y renoncer progressivement parce qu'ils en avaient tiré tous les bénéfices. La troisième, dans les années 90 était étroitement corrélée aux vicissitudes de la vie publique en Algérie et aux prétentions françaises de s'en mêler. Et pendant que la France se débattait avec cette contradiction qui lui était propre, se développait à l'échelon mondial une nouvelle vague de violence politique liée aux errements de la politique occidentale de « containment » de l'Union soviétique puis de l'Iran par l'utilisation de mercenaires fondamentalistes djihadistes, transformés au fil des ans en « grandes compagnies » autonomes poursuivant leurs propres objectifs d'enrichissement, de prestige et de pouvoir.

Nous n'avons jamais tiré les leçons de ces différents épisodes, de leurs causes, des motivations de leurs auteurs, de leurs moyens et méthodes. Nos gouvernements successifs continuent de considérer tout acte terroriste comme une affreuse divine surprise et tous les épisodes terroristes se terminent de la même façon selon les politiques et les médias :

- Les auteurs de l'action violente étaient parfaitement connus de nos services ;
- C'est donc une faillite de nos services de justice, de police et de renseignement ;
- Nous prenons immédiatement toutes les mesures nécessaires et cela ne se reproduira plus jamais...

Et ces « mesures nécessaires » se traduisent systématiquement par un train de dispositions législatives successivement empilées, redondantes, parfois surréalistes comme l'interminable polémique stérile sur la déchéance de nationalité. Cette inflation cache mal le fait que la violence est surtout le résultat du fait qu'on n'a pas su, pas pu ou pas voulu appliquer les lois déjà existantes. Il est en effet étrange de constater que l'on met systématiquement en cause l'efficacité des services de sécurité et de renseignement alors qu'il est patent que, depuis plus de trente ans, des pans entiers du territoire de la République, des banlieues, des cités, des groupes d'immeubles, échappent à l'autorité et au contrôle de l'État. Comment prétendre lutter effectivement contre les violences criminelles, en particulier la criminalité dite terroriste, quand il est tacitement admis que les forces de sécurité, les pompiers, les services sociaux et médicaux ne peuvent ni pénétrer ni agir dans des zones à forte densité ainsi transformées en zones de non-droit livrées aux activités frauduleuses et aux règlements de compte guerriers entre bandes rivales munies d'armes de guerre ? À quoi rime un « état d'urgence » censé faire face à une menace diffuse, individuelle ou groupusculaire et imprévisible quand on autorise des milliers, voire des dizaines de milliers de personnes à se rassembler en masses compactes dans l'espace public pour des manifestations sociales, culturelles ou sportives ? Qui peut raisonnablement parler de « déradicalisation » quand on a laissé pendant trente ans des imams salafistes nommés et appointés par des pétromonarchies wahhabites réactionnaires prendre une bonne part du contrôle de d'un « Islam de France » qui sombre peu à peu dans un fondamentalisme caricatural et sert d'habillage idéologique à la pulsion de mort de quelques dizaines de psychopathes en rupture de repères familiaux et sociaux ?

Le fait est que personne ne s'interroge sur la réalité du phénomène, ses origines et sa signification. Car, comme disait Jacques Vergès, un poseur de bombe est d'abord un poseur de questions. Alors avant de comprendre la terreur et de prétendre faire la guerre à un concept, il faut comprendre le terroriste pour mieux le neutraliser. Et là, on retrouve un problème de verbalisation. C'est ainsi qu'en créant le vide juridique lié à l'improbable statut d'« ennemi combattant », qui ne satisfait ni aux lois de la guerre ni à celles du maintien de la paix civile, les États-Unis ont renié leurs propres valeurs et multiplié à Guantanamo, à Abou-Ghraïb, dans des « prisons secrètes » sur leur territoire et ceux de leurs alliés, les situations inextricables et les atteintes aux droits les plus élémentaires suscitant partout la haine, le rejet et un désir de vengeance évidemment exploité par les pires idéologues du « conflit des civilisations ».

Devenue du fait de ses incohérences en politique intérieure et internationale une des cibles privilégiée de la criminalité parée des oripeaux du salafisme, la France ne se protégera pas du risque en se mettant la tête dans le sable, en refusant par idéologie lénifiante d'affronter ses problèmes internes et en conservant une prudente neutralité. Afin de ne pas reproduire les conséquences catastrophiques de la « guerre globale contre la terreur », ce pays a tout intérêt à développer une stratégie sur plusieurs niveaux.

En premier lieu, et au-delà des gesticulations martiales, il est fondamental que la France ne se considère pas en guerre sur son propre sol. Elle ne l'est pas. Quels que soient les dégâts causés et l'émotion qu'ils inspirent dans les opinions publiques, il est du devoir des responsables politiques de considérer les attentats cliniquement. La chevauchée sauvage d'une douzaine de psychopathes dans les rues de Paris le 13 novembre n'est pas un acte de guerre d'une armée ennemie. C'est un acte criminel comme les attentats du 11 janvier, ceux du 14 juillet à Nice et les assassinats ciblés de responsables d'entreprise, de policiers ou de religieux. Et ce sont des actes criminels commis par des bandes de « pieds nickelés » évoluant aux limites indécises du banditisme minable, de la stupidité infantile et de la perversion narcissique. Leur profil débile a été parfaitement décrit par le psychiatre Roland Gori dans un récent article de la revue Politis<sup>2</sup>.

Il y en aura certainement d'autres car sur les quelques 6 millions de musulmans que compte la France, si un seul sur 10000 passe à la violence, c'est déjà à un réservoir de 600 déviants « terroristes » qu'il faut faire face. Et cette criminalité doit être traitée comme telle avec toutes les ressources du renseignement intérieur, des techniques policières, du suivi judiciaire mais aussi éducatif, culturel et social. Car ce sont nos enfants, ou en tout cas les rejetons de notre société, qui ont frappé Paris, Bruxelles, Nice ou Saint Etienne du Rouvray. Il nous faut sérieusement balayer devant notre porte et réfléchir à ce problème dont les flamboyances d'Al-Qaïda ou Da'esh ne sont qu'une toile de fond et une référence opportuniste. Comme le note avec justesse le juge Marc Trévidic : « Tous ces jeunes soi-disant terroristes qui sont passés dans mon bureau seraient de toute façon passés à la violence, djihadisme ou pas ». Il est parfaitement illusoire d'aller combattre militairement les bandes salafistes aux quatre coins du monde si l'on ne reconquiert pas d'abord les territoires perdus de la République. Toutes ces mesures gagneront sans doute à être harmonisées et mutualisées au niveau européen mais nous aurions tout à perdre à transformer ces dispositifs en système liberticide d'exception ou d'état de guerre. Ce serait fournir une aura combattante à des sociopathes ordinaires et faire exactement le jeu de la subversion salafiste.

Au-delà de l'horreur, tous ces attentats nous rappellent nos contradictions et nos incohérences. Non seulement la France cultive des trous béants dans le contrôle de son propre territoire, mais en créant « l'espace de Schengen », les Européens ont voulu se doter d'un espace juridique unique censé faciliter la libre circulation des personnes sans pour autant accepter de se doter de règles juridiques communes. Chaque État membre reste crispé sur sa propre conception des libertés publiques, du droit pénal, des instruments de procédure criminelle, des mesures de sûreté et de prévention. Dans un tel contexte collectif mais non collectivisé, il va de soi que le niveau de sécurité de l'ensemble s'aligne mécaniquement sur le niveau du plus faible ou du moins motivé. Et, outre ces problèmes de mutualisation des procédures, se pose la question de la volonté politique de les mettre en œuvre. Les « terroristes » de 2015 et 2016 en France et en Belgique avaient tous sans exception, comme Mohammed Merah avant eux, un passé criminel chargé, cumulant pour la plupart de nombreuses condamnations pour des crimes et délits divers allant du vol avec violence à l'homicide. Pour autant, très peu d'entre eux sont passés par la case prison et pour des séjours assez courts. Ceci peut s'expliquer par l'effet d'une politique pénale qui mise plus sur la réinsertion que sur la prison. Mais le problème est que pratiquement aucun d'entre eux n'a fait

---

<sup>2</sup> Roland Gori in « Politis », 21/07/2016. Consultable à l'adresse <http://www.politis.fr/articles/2016/07/daesh-nous-empêche-de-voir-que-la-question-majeure-est-politique-35183/>

l'objet de mesures de sûreté élémentaires ni, surtout, n'a fait l'objet d'un traitement sérieux de surveillance, de suivi, de soutien psychologique, ou de réinsertion.

Dès le lendemain des attentats du 13 novembre, les services de sécurité intérieure français et belges ont profité de l'état d'urgence pour mener avec succès des centaines d'opérations fructueuses de perquisitions, d'arrestations et de saisies d'armes. Ils n'ont pas découvert ces points sensibles en l'espace de 24 heures. Ils les connaissaient depuis des mois, parfois des années. Il leur manquait cependant le cadre juridique et surtout le consensus politique les autorisant à intervenir. Consensus qui avait fait jusque là défaut au nom d'un certain irénisme « bobo » et d'une volonté angélique ne « stigmatiser » personne. Ce n'est quand même pas faire insulte aux musulmans de penser que s'il existe des islamistes violents, il y a plus de chance de les trouver parmi eux qu'ailleurs. Alors, avant d'imaginer des trains entiers de mesures d'exception ou un « Patriot Act » à la française, peut être serait-il avisé d'appliquer tout simplement les lois existantes trop longtemps négligées ou contournées.

En revanche, il est clair que nous sommes en guerre sur le terrain, au Moyen-Orient, en Afrique, au Sahel, contre des milices qui servent de gourous, de base arrière et de centre de formation aux criminels terroristes. Il est donc du devoir et de l'intérêt de l'Europe d'engager collectivement ses forces armées – et pas seulement celles d'un ou deux de ses États membres – et ses services de renseignement extérieur contre les armées salafistes. Et il est indispensable de développer, en liaison étroite avec les gouvernements légaux des pays musulmans qui – il faut le répéter sans cesse – sont les premières victimes du terrorisme djihadiste, une véritable coopération politique, militaire, sécuritaire, judiciaire et policière destinée à déceler le plus en amont possible et prévenir les dévastations de la propagande salafiste sur les citoyens les plus fragiles. Certains de ces gouvernements sont peu fréquentables, voire carrément exécrables. C'est vrai. Mais il y a des priorités. On fera le tri après et de préférence dans le cadre institutionnel des Nations-Unies. La grandeur des politiques est de faire des choix difficiles. Pour les choix faciles, les peuples n'ont besoin de personne.

Enfin l'Occident doit prendre conscience qu'en s'attaquant aux criminels qui frappent sur son sol et aux bandes armées djihadistes qui dévastent des zones entières du monde musulman, nous ne faisons que nous attaquer aux effets du salafisme politique et non à ses causes. Et ces causes sont parfaitement connues depuis des décennies, même, si au nom du « pas d'amalgame », la nouvelle bien-pensance voudrait imposer l'idée qu'il ne faut pas confondre la régression salafiste avec le djihadisme sous prétexte qu'il y a des salafistes quiétistes. C'est exact. Il y a aussi des nazis qui n'ont jamais tué personne. Il n'empêche que le salafisme est l'héritage pervers et mortifère du jurisconsulte déviant Ibn Taymiyya condamné au 14<sup>e</sup> siècle par les plus hautes autorités de l'Islam. Qu'il soit le fait des monarchies wahhabites ou de la Confrérie des Frères Musulmans, des revanchards déobandis ou des trafiquants d'AQMI, le salafisme est la matrice sectaire et la vision du monde fantasmée qui conduit irrémédiablement à l'exclusion et à la violence.

Les responsables politiques français ne peuvent donc s'obstiner à ignorer l'existence des instigateurs et des soutiens politiques, idéologiques et financiers qui alimentent et utilisent maladroitement depuis 30 ans la violence salafiste pour tenter de préserver leur légitimité chancelante face à la concurrence de l'Iran islamique et aux évolutions démocratiques. Il est de notre intérêt de nous opposer politiquement et diplomatiquement avec vigueur à ces soutiens. Après de longues années d'errements, l'Égypte a donné l'exemple à l'été 2013 en criminalisant le djihadisme et la Confrérie des Frères Musulmans dont sont issus 90% des idéologues et des militants de la violence. Nous ferions bien de nous en inspirer au lieu de nous obstiner à voir dans ce groupe subversif, populiste, réactionnaire et totalitaire des sortes de chrétiens-démocrates à la sauce musulmane. D'autant que si l'Occident a su se montrer intransigeant à l'égard des dictateurs arabes au point d'exiger leur tête au bout d'une pique, il sait se montrer d'une remarquable souplesse à l'égard de certains pétromonarques de la péninsule arabique qui règnent aux antipodes de la démocratie, de la liberté et du respect des droits de l'homme les plus élémentaires. La France, l'Europe, l'Occident en général et le

monde musulman devront faire face au risque terroriste sur leur sol avec d'autant plus d'intensité que ce terrorisme disposera de bases arrière, de soutiens politiques, de sponsors financiers et d'une matrice idéologique. Il faut en tirer les conséquences car la menace sera permanente aussi longtemps que la matrice qui l'engendre existera.

Alain Chouet  
Ancien chef du Service de Renseignement de Sécurité de la DGSE  
En Cévennes, le 4 août 2016